

Tableau synthétique : les projets politiques décortiqués

	En phase sur les valeurs en engagements défendus, traduites par des propositions concrètes
	En phase les valeurs en engagements défendus, sans y retrouver nos recommandations concrètes de politique publique
	Contraire à nos valeurs

	PROMOUVOIR UN DEVELOPPEMENT DURABLE ET INCLUSIF	BATIR UNE SOCIETE JUSTE ET ACUEILLANTE	SOUTENIR LA SOCIETE CIVILE
	L'expression et le programme du parti vont à l'encontre de ce qui est défendu par Coordination SUD, dans la mesure où l'aide au développement est appréhendée comme un outil pour fixer des populations et prévenir les migrations vers l'Europe.	L'expression et le programme du parti vont à l'encontre de ce qui est défendu par Coordination SUD, dès le constat de départ, avec le langage anxiogène et déshumanisant de « submersion migratoire », aux solutions proposées. La politique prônée est résolument sécuritaire : renforcement des frontières, installation des centres de réfugiés aux frontières de l'Europe, expulsions, régression des droits à travers par exemple la suspension de l'immigration familiale.	Bien que le parti se dise favorable aux organisations de la société civile comme piliers de la démocratie, il n'avance pas de propositions concrètes pour assurer un environnement propice à leur action. Le programme ne reprend aucune des recommandations avancées par Coordination SUD pour soutenir la société civile.
	La vision et les engagements exprimés sur le développement durable sont en phase avec les recommandations de Coordination SUD, notamment sur la quantité et la qualité de l'aide, sa non-instrumentalisation pour la gestion des migrations et l'encadrement du secteur privé. Cet encadrement du secteur privé ainsi que la proposition de TTF sont présents dans le programme du parti.	Tant dans l'expression auprès de Coordination SUD que dans le programme politique, le parti défend le respect inconditionnel des droits fondamentaux des personnes migrantes, qui est un message fort de notre réseau. Les propositions en matière de sauvetage, voies légales et accueil sont également en cohérence avec celles promues par Coordination SUD. Cependant, elles ne sont pas reprises dans le programme politique, qui ne fait pas des migrations une question structurante bien qu'elle le soit dans la prise de parole du parti lors de notre Grand Oral.	Le programme politique fait la part belle à la citoyenneté, qui est l'un des cinq piliers. Cependant, l'accent est mis sur les individus, sans mention spéciale du rôle des organisations de la société civile et des propositions ciblées pour les soutenir. Exception est faite pour la création de la Haute autorité européenne de la Transparence, qui outre les lanceurs-euses d'alerte doit protéger les associations œuvrant pour l'intérêt général. Si l'expression du parti est favorable à un soutien des ONG solidaires envers les personnes migrantes, et de la liberté d'association partout dans le monde, cela n'est pas repris dans le programme politique.
	La vision et les engagements portés par le parti sont en phase avec les recommandations de Coordination SUD, notamment sur la quantité et la qualité de l'aide, l'égalité femmes-hommes, la cohérence des politiques pour le développement, la lutte contre les inégalités, l'encadrement du secteur privé.	La vision et les engagements du parti sont en phase avec les recommandations de Coordination SUD. Le parti porte plusieurs propositions concrètes sur les migrations permettant d'avancer dans le respect des droits, notamment sur l'harmonisation des politiques d'asile au niveau européen, l'évolution du droit d'asile au regard des enjeux climatiques, la volonté de produire des connaissances sur les migrations, les voies légales, la mobilisation des fonds pour l'accueil des personnes migrantes.	La vision et engagements exprimés sont en phase avec les recommandations de Coordination SUD. A noter la proposition, dans le programme du parti, de réduction des fonds européens des pays non respectueux de l'espace des OSC, la dénonciation du « délit de solidarité » et la volonté de soutenir l'accès des associations au Fonds social européen.
	Si le parti exprime des valeurs et des engagements en phase avec ce qui est défendu par Coordination SUD, notamment en termes de qualité et quantité de l'aide, tout ne se reflète pas dans le programme, qui ne fait aucunement mention à l'aide publique au développement.	Le programme et les expressions du parti sont conformes aux valeurs défendues par Coordination SUD, notamment sur le respect des droits fondamentaux et l'impératif de protection et d'accueil dignes, les voies légales de migrations, la fin de l'externalisation des frontières.	Les éléments de vision sont partagés avec Coordination SUD. Le rôle de « watchdog » est mis en avant via des mécanismes permettant de prendre en compte la parole des ONG dans le fonctionnement des institutions européennes. Le programme inclut des propositions pour assurer l'espace démocratique et pour financer les ONG.
	L'expression du parti est en phase avec les recommandations de Coordination SUD sur la quantité et la qualité de l'aide publique au développement, ainsi que sur le contrôle de l'aide publique au développement qui transite par le secteur privé marchand. A noter que les propositions concrètes de politique publique avancées dans le questionnaire ne sont pas présentes dans le programme politique.	Le parti porte un combat contre la militarisation et l'externalisation des frontières qui est en phase avec celui porté par Coordination SUD. De plus, le parti reconnaît la responsabilité européenne dans l'exil forcé et propose de lutter contre ses causes à travers notamment un combat contre les partenariats économiques et les accords de libre-échange inégalitaires. La volonté de désamorcer les causes des migrations forcées et de défendre le droit d'asile est à saluer, tout comme les expressions en faveur de la mise en place des voies sûres et légales de migration.	Si la vision des organisations de la société civile présente dans l'expression du parti est en ligne avec ce qui est défendu par Coordination SUD, notamment la mention des moyens nécessaires à leur action, il n'y a pas de proposition concrète pour favoriser l'espace de ces acteurs en Europe et au-delà. D'ailleurs, le sujet n'est pas abordé dans le programme du parti.
	Le parti ne porte aucune vision ni engagement sur l'aide publique au développement. Le développement n'est cité qu'une fois dans un document programmatique d'une soixantaine de pages, et pour inscrire la conditionnalité de l'aide aux pays tiers d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie sur la base du retour de leurs ressortissants arrivés illégalement en Europe. Cette position est complètement contraire à ce qui est défendu par Coordination SUD.	Le projet porté par le parti en matière des migrations et radicalement opposé à ce que défend Coordination SUD, dès le constat de départ et le langage anxiogène d'immigration de masse, jusqu'aux propositions sécuritaires et de fermeture qui nient la responsabilité européenne dans l'accueil et la protection des personnes migrantes depuis une approche par les droits.	Le parti n'a pas de vision ni de propositions relatives au rôle de la société civile dans la vie démocratique et dans la politique de développement et de solidarité internationale. Ce sujet est complètement absent de leur projet.
	Le parti porte un discours fort pour un changement de modèle social, il est favorable à l'augmentation des moyens de l'aide publique au développement et au contrôle du secteur privé bénéficiaire de cette aide. Pourtant, le développement durable et la solidarité internationale ne sont pas inscrits dans les documents officiels du parti, et les recommandations portées par Coordination SUD n'y sont pas reflétées.	Le parti est résolument favorable à la protection des personnes migrantes, qui est une valeur défendue par Coordination SUD. Cependant, cet engagement n'est pas suffisamment incarné dans des propositions de politique publique concrètes présentées dans les documents programmatiques du parti, dans la ligne de ce qui est défendu par Coordination SUD.	Si le parti s'exprime en faveur de la liberté d'association et d'organisation, il ne porte pas des mesures concrètes en faveur des organisations de la société civile dans ses documents programmatiques, telles que défendues par Coordination SUD.
	Si le parti met l'accent sur le développement des biens communs et les partenariats équilibrés, ce qui est en ligne avec la vision de Coordination SUD, il ne porte pas des propositions suffisamment détaillées sur la politique de développement et de solidarité internationale. Un engagement est pourtant à saluer, qui est une recommandation clé de Coordination SUD : celui de consacrer 0.7% du RNB à l'APD, sans conditionner cette aide à la gestion des migrations.	Le parti propose une approche par les droits de la question migratoire qui est en ligne avec celle proposée par Coordination SUD. Le respect des droits fondamentaux et l'impératif du sauvetage sont des éléments clés de cette approche. Le parti est également favorable à la libre circulation des personnes, et propose la mise en place des voies sûres et légales des migrations comme défendues par Coordination SUD.	Si dans l'expression du parti on trouve des éléments de langage partagés avec Coordination SUD, notamment sur le rôle des ONG dans la vie démocratique, il n'y a pas dans le programme des engagements ni des propositions concernant directement ces acteurs. La démocratie est certes un élément clé parmi les combats du parti, mais ce sont surtout les citoyens et citoyennes qui sont mis en avant, sans qu'il y ait des mesures explicites pour défendre l'espace des OSC.
	S'il y a un long argumentaire présentant des éléments de vision ou de réflexion macro, peu d'engagements concrets et encore moins de propositions de politique publique se dégagent de l'expression du parti. Des éléments compatibles avec le positionnement de Coordination SUD : la mention de la lutte contre la pauvreté et l'égalité entre les femmes et les hommes, sans pourtant reprendre nos objectifs chiffrés, et la nécessaire régulation du secteur privé. Des éléments éloignés du positionnement de Coordination SUD : le focus sur la croissance économique, la distinction entre migrations irrégulières et régulières et l'accent sur la lutte contre les migrations irrégulières via l'aide publique au développement.	Le respect inconditionnel des droits fondamentaux ainsi que le refus de conditionner l'APD à des mesures de contrôle des flux migratoires sont deux éléments centraux du positionnement de Coordination SUD qui se retrouvent dans les expressions du parti. Cependant, plusieurs éléments sont extrêmement problématiques pour Coordination SUD : l'accent sur la lutte contre les migrations irrégulières, la réponse sécuritaire via le renforcement des frontières et les retours, le focus sur la lutte contre les passeurs sans pour autant développer des positions concrètes pour des voies sûres et légales de migrations, l'imposition des migrations comme thématique centrale de la coopération avec les pays tiers en mobilisant l'aide publique au développement.	La reconnaissance des contributions positives des ONG et l'engagement à les défendre est à saluer, mais cela ne se traduit pas par des propositions concrètes. De plus, la suggestion de favoriser la coordination entre des ONG actives dans le sauvetage en mer et Frontex est problématique, dans la mesure où le mandat de cette agence et le manque de contrôle politique sur celle-ci sont des éléments critiqués par Coordination SUD.